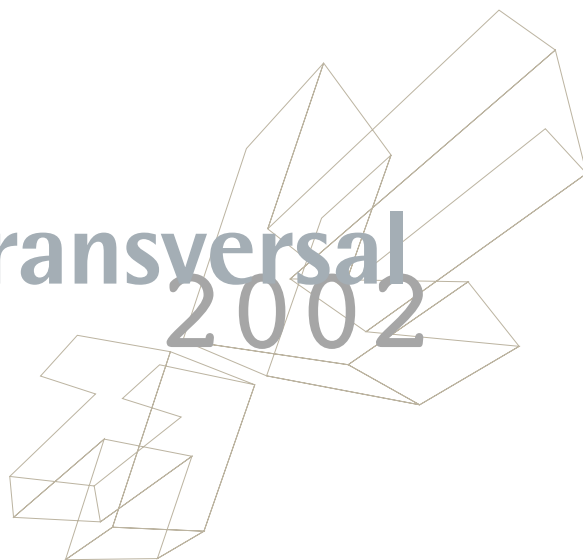


→ **Transversal**  
**2002**





# → Transversal 2002

001  
002  
003  
004  
005  
006  
007  
008  
009  
010

Indicateurs internationaux  
et mise en perspective de l'économie française

→ Une publication de  
l'Institut de l'Entreprise  
avec le concours de Rexecode

*International Indicators  
Putting the French Economy into Perspective*

→ An Institut de l'Entreprise  
Publication

Compiled with Rexecode



institut de l'entreprise

La rédaction de cette plaquette a été achevée à la fin novembre 2001

© Institut de l'Entreprise, 2002

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution réservés pour tous les pays

Directeur de la publication : Jean-Pierre Boisivon, Délégué général de l'Institut de l'Entreprise

*This publication was finalized at the end of November 2001*

© Institut de l'Entreprise, 2002

*All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, translated, adapted or used without permission in writing from the publisher*

*Directeur de la publication: Jean-Pierre Boisivon, Délégué général de l'Institut de l'Entreprise*

# sommaire / summary

<b>Ambition et zapping économique</b> .....	10
<b><i>Broad Ambition and Economic Snapshots</i></b> .....	13
<b>Trente indicateurs pour situer la France</b> .....	16
<b><i>Thirty Indicators to Put France in Context</i></b> .....	20
<b>Croissance/Growth</b>	
Taux de croissance du PIB (en %) <i>GDP Growth Rates (%)</i> .....	24
Taux de croissance du PIB par habitant (en %) <i>Per Capita GDP Growth (%)</i> .....	26
Ecarts de taux de croissance du PIB par rapport à l'Union européenne <i>GDP Growth Rate Differentials with Agregate European Union's Growth Rates</i> ..	28
<b>Productivité/Productivity</b>	
Productivité par tête (en %) <i>Per Capita Productivity (%)</i> .....	30
<b>Coûts horaires/Costs per Hour</b>	
Coûts horaires de la main-d'œuvre <i>Labor Costs per Hour</i> .....	32
<b>Investissement/Investment</b>	
Taux d'investissement en valeur des entreprises (en %) <i>Corporate Nominal Investment Rate (%)</i> .....	34

### **Parts de marché à l'export/Export Market Shares**

Parts de marché à l'exportation (en %) <i>Export Market Shares (%)</i> .....	36
---	----

### **Emploi total/Total Employment**

Taux d'emploi total (en %) <i>Total Employment Rate (%)</i> .....	38
--	----

### **Emploi privé/Private Sector Employment**

Taux d'emploi privé (en %) <i>Private Employment Rate (%)</i> .....	40
--	----

### **Emploi public/Public Sector Employment**

Part de l'emploi public dans l'emploi total (en %) <i>Share of Public Employment in Total Employment (%)</i> .....	42
---	----

### **Dépenses publiques/Public Spending**

Poids des dépenses publiques dans le PIB (en %) <i>Public Spending Share in GDP (%)</i> .....	44
--	----

### **Épargne des ménages/Households' Savings**

Taux d'épargne des ménages (en %) <i>Households' Savings Rate (%)</i> .....	46
--	----

### **Chômage/Unemployment**

Taux de chômage (en %) <i>Unemployment Rate (%)</i> .....	48
--	----

### **Inflation/Inflation**

Taux d'inflation (en %) <i>Inflation Rate (%)</i> .....	50
--	----

### **Taux d'intérêt/Interest Rates**

Taux d'intérêt nominaux à court terme <i>Nominal Short-Term Interest Rates</i> .....	52
---	----

Taux d'intérêt nominaux à long terme <i>Nominal Long-Term Interest Rates</i> . . . . .	54
<b>Croissance/Growth</b>	
Taux de croissance moyen du PIB, du PIB par habitant et de la productivité par tête de 1985 à 2000 <i>Average Growth Rates for GDP, Per Capita GDP and Per Capita Productivity, 1985 to 2000</i> . . . . .	56
<b>Démographie et développement/ Population and Development</b>	
Indicateurs démographiques et de développement <i>Population and Development Indicators</i> . . . . .	58
<b>Activité et chômage/Labor Force Participation and Unemployment</b>	
Indicateurs d'activité et de chômage <i>Labor Force Participation and Unemployment Indicators</i> . . . . .	60
<b>Education/Education</b>	
Indicateurs d'éducation <i>Education Indicators</i> . . . . .	62
<b>Recherche-développement/Research and Development</b>	
Indicateurs de recherche-développement <i>Research and Development Indicators</i> . . . . .	64
<b>Prélèvements/Fiscal and Parafiscal Levies</b>	
Principaux prélèvements obligatoires <i>Fiscal and Parafiscal Levies</i> . . . . .	66
<b>Minima sociaux/Minimum Wages</b>	
Salaire minimum et Taux de syndicalisation <i>Minimum Wage and Unionization Rate</i> . . . . .	68

### **Pages thématiques / Special Section**

Classement des pays de l'Union européenne selon le PIB par habitant <i>Ranking the 15 European Union Member States According to Per Capita GDP</i> .	70
---	----

Le marché du pétrole <i>The Oil Market</i> . . . . .	72
---	----

Les dépenses militaires dans le monde <i>Global Defense Spending</i> . . . . .	74
---	----

### **Technologies de l'information/Information Technologies**

Marché des TIC, de la téléphonie mobile et nombre d'internautes <i>Markets for ICTs and Mobile Phones, Internet Use</i> . . . . .	76
--	----

Dépenses en recherche et développement dans l'industrie et les services de TIC <i>Research and Development Spending in ICT Industries and Services</i> . . . . .	78
--	----

Recettes des opérateurs publics de télécommunication (OPT) <i>Public Telecom Operators' Income</i> . . . . .	80
---	----





## Ambition et zapping économique

---

**T**RANSVERSAL 2002 comprend désormais quelques indicateurs sur l'énergie (tant il est vrai que le faible prix du pétrole a contribué à la reprise de la croissance aussi bien aux États-Unis lors de la décennie passée qu'en Europe quelques années plus tard), ainsi que sur les dépenses militaires qui, même si elles se sont réduites en valeur relative dans les grands pays développés au cours de ces dernières années, témoignent ici ou là que l'imperium économique et l'imperium militaire ne sont pas sans lien.

Sur les grandes données économiques, les derniers chiffres connus n'apportent pas de bouleversements considérables. La France continue à se distinguer par un taux d'épargne particulièrement élevé (qui peut s'expliquer par l'absence de régime de retraite par capitalisation), par des dépenses publiques qui dominent l'horizon et, corrélativement, par un emploi dans la fonction publique stable à un niveau exceptionnellement élevé. Notre emploi privé continue de stagner à un niveau bas.

Si depuis deux ans nous faisons aussi bien que la moyenne européenne en ce qui concerne la croissance du PIB, de 1985 à 2000, nous enregistrons le taux de croissance moyen le plus faible. A une période où les performances françaises étaient supérieures à celles de l'Europe dans son ensemble, a succédé une période de moindre dynamisme de notre économie. Enfin, et cette constatation était passée inaperçue jusqu'à présent, le revenu moyen par tête en France ralentit depuis vingt ans pour se confondre désormais avec la moyenne européenne. Les Pays-Bas et l'Allemagne continuent de distancer la France tandis que le niveau de vie des Britanniques tend à rattraper celui des Français, alors qu'il se situait très loin du nôtre il y a vingt ans et encore davantage il y a trente ans.

Quant à notre taux de chômage, il est largement repassé sous les 12 %, mais reste parmi les plus élevés en Europe. Il représentait encore près du triple de celui des États-Unis il y a peu.

Toujours du côté des mauvaises nouvelles, nos entreprises continuent à investir moins, toutes proportions gardées, qu'aux Pays-Bas, qu'en Allemagne, et la France, ancienne championne de l'investissement, se fait également distancer par les États-Unis et le Royaume-Uni depuis le début des années quatre-vingt dix.

Les investissements français à l'étranger augmentent sensiblement pour représenter désormais trois fois les investissements étrangers en France. En conséquence, notre rayonnement économique dans le monde s'accroît mais au prix d'une perte relative de substance de notre économie domestique qui peut déboucher sur un chômage accru. Si l'on doit se satisfaire d'un témoignage plus important des entreprises françaises à l'étranger, il faut symétriquement accroître l'attractivité de notre territoire pour en revenir tendanciellement à un équilibre entre les investissements français à l'étranger et les investissements étrangers en France, gage du maintien de l'emploi en France.

Il y a quarante ans, vers le début des années soixante, l'idée prévalait que la France ne serait jamais une nation industrielle digne d'être comparée non seulement bien entendu aux Etats-Unis alors au sommet de leur puissance, mais à l'Allemagne et à d'autres nations développées du monde occidental. En 1973, lors de la première crise pétrolière, changement complet de décor : c'est à qui célébrera avec le plus d'ardeur et le plus de foi le « miracle français » ; bien sûr, pour des raisons évidentes la France n'a pu se hisser au premier rang des super-puissances, mais à l'échelle d'une nation moyenne, que de mutations, modernisations, concentrations, adaptations en si peu de temps. En deux décennies, la France a abandonné l'âge rural pour entrer dans l'ère industrielle en se vautrant avec volupté et une pointe de mauvaise conscience - dont témoignera mai 1968 - dans la compétition économique. De 1969 à 1973, sa croissance dépasse de plus d'un demi-point celle de l'Europe et surtout de l'Allemagne sur laquelle elle a les yeux braqués, tant le benchmarking de l'époque se focalise sur un voisin admiré et redouté. A partir de 1973, notre avance se réduira à un quart de point par an jusqu'à la seconde crise pétrolière de 1979 sur la base d'une croissance sensiblement ralentie. Depuis 1980, nous avons basculé à l'arrière-centre du peloton européen vis-à-vis duquel nous enregistrons désormais un retard de 0,25 %, sauf en 1999 et en 2000 où nous sommes au centre du peloton. Quant aux taux de croissance, ils sont passés de la fourchette 5-6 % des années soixante à 2-3 % au mieux, comme si le monde avait perdu le secret de la croissance. Comment expliquer l'inexplicable ? On n'est jamais en retard d'une théorie : il faudrait passer du monde de la production au monde de la création ; du secondaire au tertiaire, de l'ancienne à la nouvelle économie (!), ... Car pour le reste, toutes les conditions sont réunies pour un grand bond en avant : l'argent nerf de la guerre est surabondant et une véritable armée est en réserve, celle des chômeurs.

C'est oublier que les Trente Glorieuses ne pouvaient durer beaucoup plus longtemps car le niveau de vie de centaines de millions d'individus déjà parmi

les plus riches du monde ne peut croître indéfiniment de 5 à 6 % par an (taux d'ailleurs exceptionnel si on le replace dans une perspective historique) c'est-à-dire doubler régulièrement tous les quinze ans. Dans cette hypothèse, la richesse serait multipliée par près de cent en cent ans. Un taux plus faible, 2 à 3 %, correspondant peut être aussi à un optimum pour le développement durable défini par Madame Bruntland, Premier ministre de Norvège, dans les années quatre-vingt.

Si la crise est peut-être la manifestation d'un nouveau et gigantesque progrès en cours, le neuf n'est pas encore tout à fait né et l'ancien a encore de beaux jours devant lui comme dirait Musset. Seulement voilà, la réforme, c'est-à-dire l'adaptation au XXI<sup>e</sup> siècle nécessite partout dans le monde des mesures courageuses et audacieuses. Et toutes les solutions au perpétuel chantier qui doit être le nôtre ne pourront être mises en œuvre qu'avec une grande vigueur entrepreneuriale. L'État serait bien inspiré de doper les entreprises par le grand air de la liberté et de la responsabilité plutôt que par des réglementations prises avec une vue étriquée des problèmes. La communauté d'intérêt qui doit unir le monde des entreprises à la puissance publique implique de la part de celle-ci une vision dynamique des évolutions souhaitables et une plus grande largeur de vues. Tel est en particulier le cas en Allemagne en matière de fiscalité, en Grande-Bretagne dans le domaine de l'Éducation Nationale où Tony Blair a mis en œuvre un traitement de choc, au Canada où l'on a tenté avec un certain succès de répondre à la question : « De quel État avons-nous besoin ? ».

Certes, selon certains américains, les français sont en pointe du côté du bonheur national brut. Mais le bonheur suppose aussi le rayonnement sans lequel il risque de se conjuguer avec la médiocrité. Il y faut une économie forte, c'est le moyen, et quelque ambition, c'est l'objectif. Un pays peuplé uniquement de messieurs Prud'homme peut suivre au jour le jour un bonhomme de chemin plutôt que sa propre voie contre le fatalisme, la résignation et le relâchement collectif ; poursuivre le dépassement du voisin qui n'est pas le dépassement de soi-même ou de la nation. Il peut aussi emprunter la route d'un dessein pour la nation, d'une justice et d'une générosité partagée plutôt que de petits sentiments.

Le zapping économique, objet de la présente production peut et doit l'y aider, mais en tant qu'outil au service d'une ambition partagée.

**B. Esambert**

Président de la Commission Benchmarking International

## Broad Ambition and Economic Snapshots

---

*T*ransversal 2002 now includes a number of energy indicators (be it only because of low oil prices' contribution to the resumption of growth in the United States over the last decade, as well as in Europe a few years later), as well as indicators concerning defense spending which show, however, much their relative share may have dropped in recent years in the larger developed countries, that on occasion linkages between economic and military dominance can still be very relevant.

As far as the core of economic data is concerned, the most recent figures available do not highlight any major upheavals. France still has particularly high a savings rate (which may be due to the fact it has no funded pension plans), looming public spending and, correspondingly, exceptionally high and stable levels of employment in the civil service. Private sector employment is still lagging at a low level.

Although over the last two years France's GDP growth has been on par with the European average, from 1985 to 2000, it has been the slowest growing country in the group. After having experienced for a time performance levels higher than those of Europe as a whole, France's economy has turned less dynamic. Finally, and this had not been apparent until recently, France's per capita income growth has slowed over the last twenty years, and is now equal to the average for Europe. The Netherlands and Germany have continued to outperform France while standards of living in the United Kingdom have tended to catch up with those of France, whereas they were lagging far behind twenty years ago, and even more so thirty years ago.

France's unemployment rate has dropped significantly below the 12% threshold, but remains among the highest rates in Europe. It was recently still nearly three times higher than in the US.

Further bad news: French businesses are still investing less, all things being equal, than businesses in the Netherlands and Germany; France, a former champion in the investment field, has also been lagging behind the United States and the United Kingdom since the early nineties.

French investment abroad has increased significantly and is now three times greater than foreign investment in France. As a consequence, France's economic influence abroad has increased, but at the price of a relative loss of substance for our domestic economy, which may lead to a new surge in unemployment. The greater resonance of French businesses abroad is no doubt a cause for satisfaction, but what is needed now is a form of symmetry, whereby

*France would become more attractive to international investors, so as to restore over time a balance between French investment abroad and foreign investment in France, and thereby protect employment in France.*

*Forty years ago, in the early sixties, conventional wisdom had it that France would never become an industrial nation in the same league not only as the United States – which was then at the height of its power – but also as Germany and a number of other Western developed economies. In 1973, at the time of the first oil shock, this assertion was clamorously disproved, and voices everywhere rose to praise the «French miracle». For obvious reasons France couldn't make it to the top of the super-power league, but considering its mid-size nation status, it had truly undergone tremendous change, modernization, concentration, adaptation in a very limited space of time. In the space of two decades France had indeed turned its back to the rural age and entered the industrial era. With ill-disguised pleasure and but a touch of guilt – as evidenced by the events of May 1968 – it had started to wallow in economic competition. From 1969 to 1973 growth rates in France stayed half a percentage point above Europe's and more to the point, above Germany's, the country it was then tracking with fascination, for in those days Germany was indeed the benchmark, and a source of both admiration and awe. As of 1973, France's half-point lead started shrinking back to a quarter-point, up until the second oil shock in 1979, with growth slowly abating. Since 1980, France has slipped back to a position just south (– 0.25%) of the European average, with the exception of 1999 and 2000 when it was right on center. As for growth rates, they have dropped from the 5 to 6% range in the sixties to 2 to 3% at most, as if the secret of growth had been lost. How can one explain the unexplainable? One is never a theory short: it would appear that the world of output must now bow down to the world of creation, the world of industry to the world of services, the old economy to the new (!)...Especially as on all other counts, conditions for a great leap forward seem to be there: money – the crux of the matter – is there in abundance and there is a genuine reserve army, that of the unemployed.*

*This however means neglecting that thirty years of prosperity couldn't last all that much longer, as the standards of living of millions of the wealthiest individuals in the world cannot sustainably and indefinitely grow at a rate of 5 to 6% a year (an exceptional achievement by any historical standard), ie keep doubling every fifteen years. Were this to be the case, wealth would grow by a factor of close to one hundred over a hundred years. Lower growth rates, in the region of 2 to 3%, may actually correspond to an optimum from the point of view of sustainable development, as defined by Ms Bruntland, then prime minister of Norway, in the eighties.*

*The current crisis may thus be a sign of new and overwhelming progress coming into being, the new is yet to be born, and the old still has quite some life in it, to paraphrase French poet Alfred de Musset. The rub is that reform, ie adapting to the 21st century, requires that brave and innovative steps be taken the world over. And solutions to the work in progress we are engaged in can only be implemented if there is considerable business vigor. Government*

would be well inspired to spur businesses along with more freedom and empowerment rather than with regulations deriving from a narrow take on current problems. The shared interest which must bring together business and government requires that government have a dynamic vision with respect to future developments, and a much broader view. Such a stance has been exemplified by Germany with respect to taxes, or by the United Kingdom with respect to education, with Tony Blair implementing what is truly a form of shock treatment, or by Canada, where laudable attempts have been made to find an answer to the question, «What Government do we need?».

Of course, according to some Americans, the French are in any event net winners when it comes to gross national happiness. But happiness requires some form of glow, of radiating out, lest it move hand in hand with ordinariness. What is required is a strong economy – the means to the end – and ambition, the end-point. A nation of self-satisfied Mr Smiths can hobble along day after day instead of tracing its path away from fatalistic, resigned, defeatist collective attitudes. It can seek to out-do its neighbors, and forget to out-do itself, individually and collectively. But it can also embark upon a grander scheme, that of justice and generosity for all, rather than petty self-protectiveness.

The economic snapshots we provide are there to help, that's what they were designed for – but only if the higher goal is that of serving a shared ambition.

**B. Esambert**

Chairman, International Benchmarking Committee

## Trente indicateurs pour situer la France

---

Élaboré à la demande de la commission « Benchmarking » de l'Institut de l'Entreprise et en partenariat avec Rexecode, TRANSVERSAL 2002 réunit pour la troisième année un ensemble d'indicateurs macroéconomiques comparatifs des performances de grands pays dont la France. Une partie thématique a été incluse en fin d'ouvrage afin de fournir un éclairage économique sur certaines questions particulières. Nous avons retenu cette année les thèmes suivants : la position relative des pays de l'Union européenne en termes de PIB par habitant, les technologies de l'information et des communications, le marché du pétrole et les dépenses militaires dans le monde.

Un pays ne se résume certes pas à quelques indicateurs. Mais toute comparaison objective doit s'appuyer sur des données chiffrées. Ces données sont rassemblées dans les deux premières parties de la brochure. Sous la forme de graphiques sur une période de trente à quarante ans, la première partie présente les indicateurs économiques de base : la croissance et le niveau de vie réel par habitant, le taux d'investissement (qui reflète l'effort de préparation de l'avenir), l'emploi et l'inflation (qui sont notamment des déterminants de la demande intérieure d'une économie) et les parts de marché à l'exportation (qui sont un indicateur central de la compétitivité). A ces données s'ajoutent des indicateurs relatifs au poids du secteur des administrations publiques (en termes de dépenses et en termes d'emplois). Quelques variables financières complètent ce tableau : taux d'épargne des ménages, taux d'intérêt à court et à long terme. La dernière année renseignée pour la majorité des indicateurs est l'année 2000. L'échantillon des pays est resté le même que dans les éditions précédentes, regroupant les cinq plus grandes économies mondiales et deux pays de taille plus petite, les Pays-Bas et la Corée du Sud. Les données sont tirées pour la plupart des comptes nationaux et des ouvrages publiés par l'OCDE. D'autres font appel à la base de données Teleco de Rexecode. La deuxième partie se compose d'une série de tableaux visant à comparer les grands pays d'après des indicateurs plus structurels sur des thèmes sociaux (démographie, développement et éducation), afférents au marché du travail, à la recherche-développement ou encore à la fiscalité. Enfin la troisième partie de TRANSVERSAL 2002 correspond aux pages thématiques évoquées plus haut.



L'année 2001 marque la fin d'une longue et forte période de croissance mondiale à laquelle l'économie américaine a très largement contribué. De 1992 à 2000, le produit intérieur brut américain a progressé au rythme moyen annuel de 3,7 %, dépassant même 4 % par an au cours des quatre dernières années. En revanche, le Japon ne contribue plus à la croissance mondiale depuis le début des années quatre-vingt-dix. La croissance s'est réinstallée dans l'Union européenne à partir de 1993 jusqu'en 2000 autour d'une moyenne de 2,5 % l'an (en taux de croissance lissé sur six ans). Son décalage de croissance avec les Etats-Unis n'augmente plus mais se maintient aux environs de 1,5 point par an. La croissance française se redresse progressivement et se rapproche de la moyenne européenne.

Les gains de productivité (accroissements annuels de la production nationale par personne employée) se redressent aux Etats-Unis où ils sont proches de 2 % l'an, et au Japon, à environ 1,7 %. En Europe, les gains de productivité annuels sont orientés à la baisse. En France, ils restent voisins de 1,2 % en 2000 dans le secteur marchand. La contrepartie positive est un enrichissement de la croissance en emploi, qui implique un ralentissement du salaire moyen par tête et qui est probablement appelé à faire une pause. La part de l'emploi dans la population en âge de travailler reste en France à un niveau très bas, légèrement inférieur à la moyenne européenne. Elle commence à se redresser très progressivement (en termes de moyennes annuelles) jusqu'en 2000. Sur la période 1985-2000, le taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant en France reste parmi les plus faibles des sept pays étudiés. Le classement des pays de l'Union européenne en termes de PIB par habitant, présenté pour les années 1995 et 2000, montre que la France a perdu deux places, passant de la huitième à la dixième place.

En matière de production comme de diffusion des technologies de l'information et de la communication, la France, l'Allemagne et l'Italie sont sensiblement décalées par rapport aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Les dépenses de recherche et développement dans l'industrie et les services liés aux technologies de l'information et de la communication reflètent un écart similaire. L'écart est un peu moindre pour les dépenses de télécommunications rapportées au PIB.

Ces observations soulèvent plusieurs interrogations. En termes de croissance économique la France faisait mieux que la moyenne de l'Union européenne du milieu des années soixante au début des années quatre-vingt. La perte de

compétitivité due à l'accroissement des coûts au début des années quatre-vingt, puis le niveau très élevé des taux d'intérêt dans la première partie des années quatre-vingt-dix ont transformé cet avantage de croissance en retard de croissance. Les meilleurs résultats actuels de l'économie française sont encore trop récents pour être visibles sur la tendance. S'ils se prolongeaient sur plusieurs années, ils ramèneraient la tendance de la croissance française sur sa ligne antérieure. Mais dans la période récente, la France tend plutôt à marquer le pas en termes de compétitivité.

La part des exportations françaises dans les exportations des trente-deux principaux pays exportateurs mondiaux recule en tendance depuis la fin des années soixante-dix. Cette évolution n'est pas en soi étonnante compte tenu de l'émergence de nouveaux pays dans l'économie mondiale. Plus inquiétante est la perte de parts de marché des exportations françaises au sein de la zone euro depuis le début des années quatre-vingt-dix et notamment dans la période récente.

Les gains de productivité par personne employée ont été longtemps plutôt élevés en France. Cette situation pouvait s'expliquer par la contrainte des hausses répétées et rapides du coût du travail. Les gains de productivité du travail se sont tassés relativement aux autres pays depuis le début des années quatre-vingt-dix. La modération salariale et la politique d'allègement des charges sociales décidée à partir de 1993 ont certainement contribué à ce résultat qui se traduit désormais par une croissance plus riche en emploi. Il semble bien que le régime de la croissance économique ait évolué en France. Les décennies soixante-dix et quatre-vingt ont été caractérisées par de fortes hausses du coût du travail et de ce fait par un effort de substitution du capital au travail. Dans le contexte d'une croissance de plus en plus modérée, ce mouvement a entraîné le chômage à la hausse. Dans les années quatre-vingt-dix, grâce à la modération du coût du travail et aux baisses des charges sociales mises en œuvre au milieu des années quatre-vingt-dix, le rythme de substitution du capital au travail a faibli (le taux d'investissement baisse et le contenu en emploi de la croissance augmente). Dans la première partie de la décennie, la croissance était trop faible pour entraîner des créations d'emplois. Dans la deuxième partie de la décennie, le retour à des conditions de taux d'intérêt et d'équilibre public plus normales a permis le retour à la croissance à partir de la fin 1996. Comme cette croissance est en outre devenue plus riche en emploi, il en résulte de fortes créations d'emplois et une baisse du chômage.

La poursuite du mouvement suppose un effort d'investissement durable et soutenu et, surtout dans un contexte de diminution du temps de travail, le maintien durable d'une modération salariale. Cette tendance commence à peine à modifier certaines caractéristiques structurelles de l'économie française. Le taux d'emploi privé, qui rapporte le nombre des personnes employées dans le secteur productif au nombre total de personnes en âge de travailler se redresse, mais il reste de loin le plus bas de tous les pays étudiés. Le poids de la dépense publique dans le PIB est et demeure en revanche le plus élevé.

Les indicateurs de l'activité nominale confirment que la France a su se débarrasser de l'inflation, stabiliser sa monnaie et jouer ainsi un rôle crucial dans la formation de l'Union européenne, peut-être maintenant retrouver une croissance plus stable et plus forte. Mais ils confirment aussi la position encore atypique de l'économie française : niveau élevé de la dépense et de l'emploi publics, chômage en recul mais encore trop important.

La part de l'emploi privé dans la population en âge de travailler se situe plus de cinq points au-dessous de la moyenne de l'Union européenne, plus de dix points au-dessous de l'Allemagne et des Pays-Bas, plus de quinze points au-dessous du Japon, des Etats-Unis ou du Royaume-Uni. La contrepartie de cette situation est un niveau exceptionnellement élevé du poids de la dépense publique (et des prélèvements obligatoires) dans le PIB. Une autre particularité française sans doute liée à l'absence persistante de fonds de retraite par capitalisation mais peut-être aussi à l'inquiétude persistante sur les finances publiques est le niveau toujours très élevé du taux d'épargne des ménages en France.

Les graphiques et tableaux comparatifs présentés ci-après ne manqueront pas de susciter des interrogations et des réactions. Leur objet est précisément d'éclairer et d'alimenter le débat public sur la position de l'économie française dans le monde. Nous souhaitons qu'ils soient utiles au plus grand nombre.

**Michel Didier**  
Directeur de Rexecode

## Thirty Indicators to Put France in Context

Developed at the request of the Institut de l'Entreprise's Benchmarking Committee and in partnership with Rexecode, *Transversal 2002* is a third yearly set of macroeconomic indicators reflecting the relative performance of a number of major countries, including France. A special section has been included at the end of the booklet so as to cast some economic light on a number of specific issues. Themes selected this year are the relative position of the European Union in terms of per capita GDP, information and communications technologies, the oil market, and defense spending worldwide.

Clearly, countries cannot be understood on the sole basis of a few indicators. Objective comparisons however need to be grounded in quantitative data. These make up the first two sections of this booklet. The first section is made up of a number of graphs comparing long term trends – over periods of thirty to forty years – for a number of basic economic indicators: growth and real per capita standards of living, investment rates (which reflect efforts made to prepare for the future), employment and inflation (which determine, inter alia, domestic demand) and export market shares (which are a central indicator for competitiveness). Then come a number of indicators reflecting the relative weight of central government (in terms both of spending and employment). A number of financial variables supplement this picture: households' savings rates, short and long term interest rates. Most tables and charts cover data up to 2000. The countries under review are the same as in previous issues of *Transversal*, ie the world's five leading economies and two smaller countries, the Netherlands and South Korea. Data has been drawn mainly from national accounts and OECD publications, while another source used was Rexecode's Teleco database. The second section presents a set of tables aiming to compare leading countries from the point of view of a number of more structural indicators, focusing on social issues (demographics, development, and education), relevant to labor markets, research and development, as well as tax revenues. The third and last section is the above-mentioned special section.

2001 has marked the end of a sustained period of strong growth for the world economy to which the United States contributed very significantly. From 1992 to 2000, the United States' gross domestic product grew at an average annual rate of 3.7%, rising to over 4% per annum over the last four years. Japan, conversely, has not contributed to world growth since the early nineties. The European Union experienced a resumption of growth as of 1993 and until 2000, at an average annual rate of 2.5% (smoothed over a six-year period). Europe's growth gap with respect to the United States has ceased to grow and is now stable at about 1.5 point a year. In France, growth has gradually resumed and is now edging closer to the European average.

Productivity gains (expressed in terms of annual increases in national output per employee) are moving upwards in the United States where they total close to 2% per annum, and in Japan, where they are nearing 1.7% per annum. In Europe, per annum productivity gains are on a downward trend. In France, annual productivity gains in the trading sector were still in the 1.2% range in 2000. The silver lining there has been an increase in job creation, and a subsequent slowing down of average per capita wage levels, which is however likely to be short-lived. In France, employment among the potential, working-age population remains at very low levels, slightly below the European average. In terms of annual averages, and until 2000, it had been very gradually edging upwards. Over the 1985-2000 period France's average annual per capita GDP growth was the lowest of all seven countries under review. The European Union member state ranking in terms of per capita GDP, presented for the 1995 to 2000 period, shows France slipping two places, from 8th to 10th place.

In terms of indicators reflecting the production and dissemination of information and communications technologies, France, Germany, and Italy are significantly lagging behind the United States and the United Kingdom. Spending on research and development in manufacturing and services linked to information and communications technologies reflects similar gaps. As does, but to a somewhat lesser extent, spending on telecommunications as a share of GDP.

These observations give rise to a number of questions. In terms of economic growth, France did better than the average of European Union member states from the mid-sixties to the early eighties. In the early eighties loss of competitiveness deriving from cost increases, and very high interest rate levels over the first half of the nineties then turned this growth edge into a growth lag. Recent improved performance of the French economy is still too recent to show up in terms of trends. Should it persist over a number of years, it would put France back on its previous growth path. Recently however France seems, if anything, to have lost ground in terms of competitiveness.

The share of French exports in the exports of the thirty-two leading exporting countries worldwide has been on a downward trend since the end of the seventies. This trend is not per se surprising in view of the emergence of new players in the global economy. What is however more of a cause for concern is France's declining export market share within the euro zone since the early nineties, which has recently become more marked.

For a long time, productivity gains per person employed were fairly high in France. This was probably due to the constraint of quick and recurrent rises in labor costs. Labor productivity gains have lagged with respect to other countries since the beginning of the nineties. Wage moderation and, as of 1993, a policy aimed to reduce social charges certainly contributed to this development, reflected in the higher job creation-intensity of recent growth. The pattern of economic growth does seem to have changed in France. The seventies and eighties were marked by sharp increases in labor costs and consequently, by significant capital-for-labor

substitution. In the context of ever slower growth, this led to an increase in unemployment levels. In the nineties, with labor cost moderation and declining social charge levels resulting from policies implemented as of the mid-nineties, the pace of capital-for-labor substitution abated (investment rates dropped and the job-creation intensity of growth rose). Over the first half of the nineties growth had proved too slow to generate any job creation. Over the second half, with the resumption of more normal interest rate levels and renewed fiscal equilibrium, France's economy was back on a growth path as of 1996. As this growth is more employment-rich than was previously the case, there has been significant job creation, and a drop in unemployment.

To be sustainable, this trend requires significant and durable investment as well as wage moderation over a number of years, especially in view of the decrease in the number of hours worked. This trend has only begun to change some of the structural features of the French economy. Private sector employment rates, which link the number of individuals employed in the productive sector to the total number of working-age individuals, are growing but they are still, and by far, the lowest of all countries under review. The share of public spending in GDP is however still the highest.

Nominal output indicators confirm the fact that France has managed to do away with inflation, stabilize its exchange rate, and thus play a crucial role in the development of the European Union, and that it may now be on track for more stable, stronger, renewed growth. But these same indicators also confirm how atypical France's economy still is, with high levels of public spending and employment, and unemployment levels that have declined, but are still all too high.

The share of private employment in the working-age population is more than five points lower than the European Union average, and more than ten points lower than in Germany and the Netherlands, not to mention more than fifteen points lower than in Japan, the United States or the United Kingdom. Correspondingly, France has an exceptionally high public spending (and parafiscal levy) to GDP ratio. The persistently high level of households' savings in France is another national specificity, no doubt linked to the fact that there are still no funded pension plans, but perhaps also reflecting lasting concern vis a vis the government's fiscal stance.

The graphs and tables contained in the following pages will no doubt elicit questions and responses. Their goal is precisely to stimulate and enlighten public debate on France's economy and its place in the world. We hope they will prove helpful to as many people as possible.

**Michel Didier**  
Chairman, Rexecode



## Taux de croissance du PIB (en %)

Le produit intérieur brut (PIB) peut se décomposer selon trois approches distinctes : la demande, l'offre ou les revenus des différents agents économiques. La première est la plus usitée. Dans cette optique, le PIB correspond à la somme comptable de la consommation finale et de l'investissement en logement des ménages, de l'investissement productif des entreprises, de la consommation et de l'investissement des administrations publiques, de la variation des stocks, et des exportations et importations de biens et services.

Dans les pays industrialisés, le PIB est publié trimestriellement dans le cadre des comptes nationaux. Certains pays ne le publient qu'annuellement. Les pays en développement n'ont en général pas de comptabilité nationale.

Le PIB peut s'exprimer en volume ou en valeur. Le PIB en volume est calculé à partir du PIB en valeur que l'on corrige de l'évolution des prix des biens et services.

Le taux de croissance du PIB en volume constitue un indicateur économique de premier ordre. Il détermine le rythme d'expansion (signe positif) ou de contraction (signe négatif) d'une économie.

Les graphiques ci-contre représentent les taux de croissance annuels de chaque pays sous revue. Le lissage sur six ans fait apparaître une tendance et gomme l'effet immédiat de la conjoncture.

Source : Perspectives de l'OCDE, mai 2001.

## GDP Annual Growth Rate (%)

Gross Domestic Product (GDP) can be broken down in three different ways : from the point of view of demand, from that of supply, or from that of economic agents' income. The first of these approaches is the most common. It posits GDP as the accounting summation of households' final consumer spending and housing investment, business fixed investment, central government consumer spending and investment, inventory change, and exports and imports of goods and services.

Industrialized countries publish GDP figures on a quarterly basis, within the framework of their national accounts. Some countries publish GDP figures only once a year. There are generally no national accounts in developing countries.

GDP figures may be expressed in real or nominal terms. Real GDP figures are computed on the basis of nominal figures, adjusted for price developments in goods and services.

Real GDP growth is an extremely significant economic indicator. It indicates the rate at which an economy is growing (when positive) or contracting (when negative).

The following graphs depict the rate at which the various economies under review have grown, on an annual basis. Smoothing by a six-year moving average highlights trends and cancels out the impact of business cycles.

Source : OECD Economic Outlook, May 2001.



Taux de croissance du PIB (%) (lissage sur 6 ans)  
GDP Growth Rates (%) (six-year moving average)



→ Depuis 1993, la croissance américaine est plus dynamique que celle de l'Union européenne. Parmi les pays développés, le Japon affiche la croissance la plus faible de ces dix dernières années. 2000 marque une stabilisation générale de la croissance.

→ Since 1993, the United States' growth rate has been stronger than that of the European Union. Over the last decade, Japan has been the developed country with the weakest growth. In 2000, there was a general stabilization of the pace of growth.

→ La France reste moins dynamique que les États-Unis et le Royaume-Uni depuis le milieu des années 1990. Elle a en revanche gagné du terrain par rapport à l'Allemagne.

→ France's economy has been less dynamic than that of the United States or the United Kingdom since the mid-nineties. Conversely, it has gained ground with respect to Germany.

→ La position de la France s'est détériorée par rapport aux États-Unis et au Royaume-Uni depuis la fin des années 1970.

→ Since the end of the seventies, France's position has deteriorated as compared to that of the United States and the United Kingdom

### Taux de croissance du PIB par habitant (en %)

PIB par habitant

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant est un indicateur de niveau de vie d'une économie donnée. Il fournit le revenu moyen par tête. Afin de rendre possibles les comparaisons internationales, il se calcule en divisant le PIB du pays A (exprimé au taux de change du dollar américain garantissant la parité de pouvoir d'achat entre le pays A et les Etats-Unis) par sa population totale. Le taux de croissance du PIB par tête décrit la variation annuelle du niveau de vie par tête.

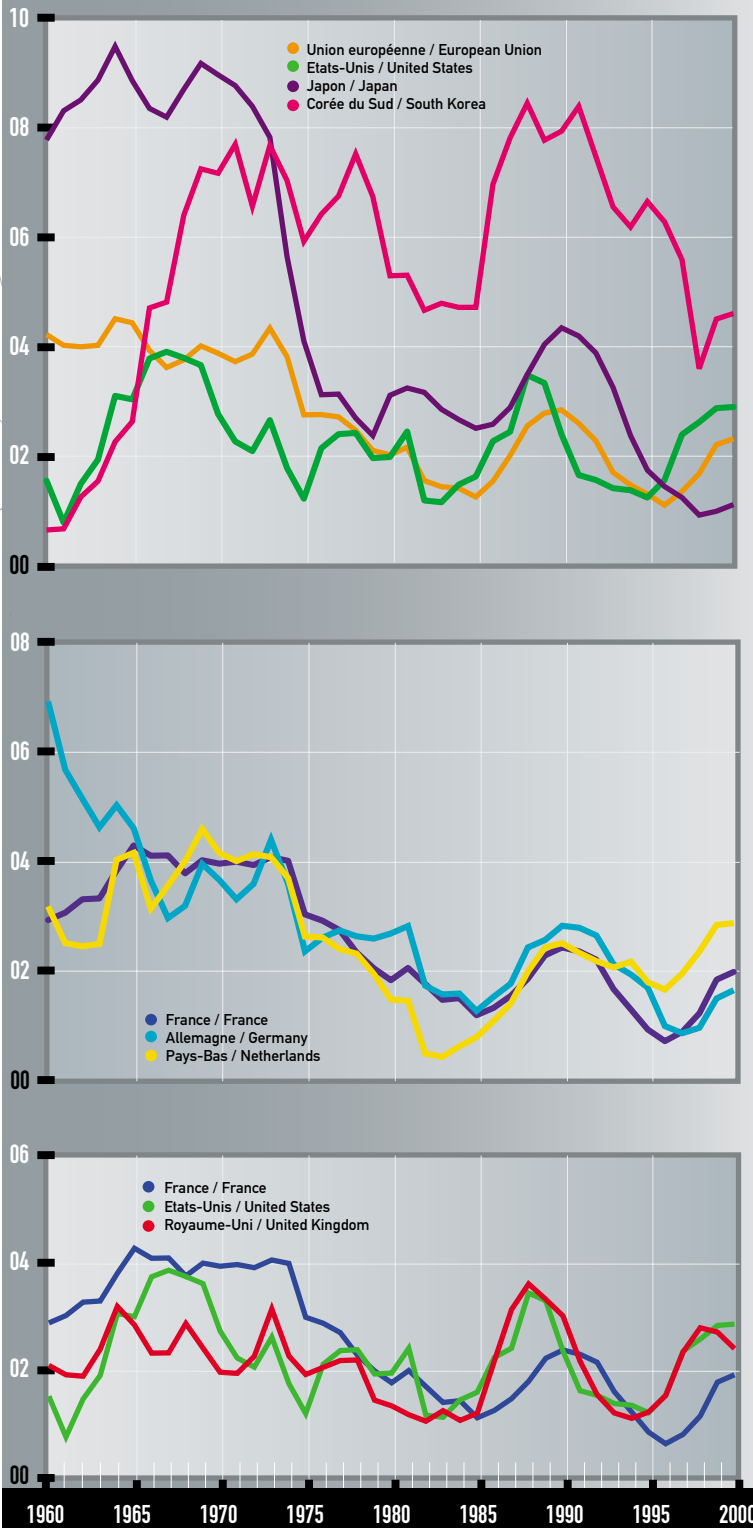
Source : Perspectives de l'OCDE, mai 2001.

### Per Capita GDP Growth (%)

Per capita GDP figures are an indicator of the standard of living within a given economy. They provide an indication of what the average per capita income is. With a view to drawing international comparisons, this indicator is computed by dividing the GDP of country A (expressed at a dollar exchange rate equalizing purchasing power parity between country A and the United States) by the total population of country A. Per capita GDP growth rates describe annual developments in the standard of living of the population concerned.

Source : OECD Economic Outlook, May 2001.

Taux de croissance du PIB par habitant (%) (lissage sur 6 ans)  
Per Capita GDP Growth (%) (six-year moving average)



→ Les Etats-Unis, suivis du Japon et de l'Union européenne, affichent les revenus par tête les plus élevés au monde. L'accroissement du PIB par habitant est parallèle aux Etats-Unis et en Europe, alors qu'il ralentit au Japon depuis une dizaine d'années.

→ The highest per capita income in the world is that of the United States, followed by Japan and the European Union. Per capita GDP values have grown at the same rate in the United States and in Europe, whereas they have decelerated in Japan over the last decade.

→ La France et l'Allemagne ont des niveaux de vie similaires. Toutefois, depuis dix ans, la France tend à combler l'avance de l'Allemagne. Les Pays-Bas dépassent la France et l'Allemagne grâce à une croissance économique et démographique plus forte.

→ Standards of living are similar in France and in Germany. France has however tended to close its slight gap with Germany over the last decade. The Netherlands ranks ahead of both France and Germany on account of its economic growth and its more dynamic demographics.

→ Le niveau de vie des Britanniques tend à rattraper celui des Français depuis le début des années 1990. Les Etats-Unis conservent une large avance sur le Royaume-Uni et la France.

→ Standards of living in the United Kingdom have been catching up on those of France since the early nineties. The United States is still significantly ahead of both the United Kingdom and France.